

Crise du rouble : l'avenir de la Russie en question ?

La Russie a connu depuis début décembre la plus grande crise monétaire et économique de ce siècle. La chute du rouble brutale rappelle des souvenirs de la fin de la guerre froide. Nombreux sont ceux qui pourraient y voir la fin de « l'empire russe », comme la population qui a été prise d'un mouvement de consommation frénétique face à la panique, ou les investisseurs qui fuient la Russie avec leurs milliards en capitaux. Pourtant, la Russie est bien plus solide qu'il ne pourrait y paraître. D'où vient cette crise si brutale ? Qu'en est-il vraiment de l'avenir de la patrie russe sur les marchés ?

Les conséquences d'une crise ambiguë

Le rouble a plongé si brusquement lundi que les commerçants russes devaient changer 6 fois par jour l'affichage de leurs prix pour suivre les cours. La police russe patrouillait ce jour-là dans les rues de Moscou avec une mission nouvelle : interpellier les commerçants affichant leurs prix en dollars et leur mettre une amende. Le lundi le rouble a perdu 9,5%, le mardi 7%. Il est depuis revenu à des taux plus raisonnables, mais le doute n'est pas permis : oui, avec une baisse de 40% en valeur par rapport à son niveau de début d'année, le rouble a bien connu en ce mois de décembre l'une des crises les plus importantes depuis sa création. Un cataclysme monétaire qui n'est pas sans rappeler celui de 1998, au moment de la chute du communisme. Le dollar était sorti grand vainqueur de son duel face au rouble, et la plongée de ce dernier a mis la Russie dans l'impossibilité de rembourser sa dette, entraînant de ce fait la fin du bloc économique soviétique.

La comparaison avec cette crise de 1998 est bien entendue exagérée pour l'instant. Le rouble est remonté grâce aux interventions russe et chinoise, et la force politique de la Russie reste stable, le fauteuil de Poutine ne semble pas menacé. Mais les traces du passage de la crise sont nettement visibles. La consommation des ménages s'est envolée ces derniers jours, la population russe dans un mouvement de panique a acheté de tout en prévision d'une récession terrible : électroménager, épicerie, automobiles...

Autre signe limpide, la fuite des investisseurs. On ne peut pas parler d'une fuite en sprint non plus, ce qui prouve que l'impact de ce krach était minime depuis le début. Mais les investisseurs sont méfiants, et 128 milliards de dollars ont quitté le pays en 2014, selon les statistiques de la Banque Centrale Russe. Entre les mouvements du pétrole Brent et la situation instable en Russie, les investisseurs choisissent depuis quelques jours des positions stables en attendant que la tempête se calme, comme des titres d'Etat. Pas en Russie donc.

Les conséquences des événements russes de cette semaine sont nombreuses, trop pour pouvoir les citer toutes : fuite d'Apple, propagande des médias russes pour camoufler l'énormité de la crise par exemple. De l'autre côté de l'ancien rideau de fer, les médias n'ont pas été non plus très impartiaux dans leur traitement de l'information, n'hésitant pas à vendre la peau de l'ours

avant de l'avoir tué, ravis de la défaite de la Russie. Un ours russe qui « n'est pas un animal empaillé » a soutenu M. Poutine lors de la conférence de presse. L'ours russe reste donc puissant, affirme le président, et doit être craint par ceux qui l'attaquent. Une attaque en effet, car cette crise monétaire couve depuis longtemps et n'est pas le fruit du hasard.

D'où vient la crise ?

La crise monétaire russe se présentait depuis un certain temps, le rouble perdant régulièrement de la valeur en 2014. Mais c'est la conjonction de 3 raisons majeures en cette fin d'année qui a déclenché un krach aussi violent.

Premièrement, les sanctions occidentales contre la Russie suite aux événements en Ukraine et la destruction (par un missile russe ?) de l'avion de ligne de la Malaysia Airlines dans l'espace aérien ukrainien. Les Etats-Unis et l'Europe, impuissants militairement face à la puissance russe, ont choisi de riposter par la voie diplomatique : gel des commandes et des expéditions vers la Russie, attaques contre le rouble, fin des prêts des banques occidentales vers la Russie en dollars... En témoigne la suspension par le gouvernement français de l'envoi des navires de guerre Mistral vers la Russie, ce que Moscou essaye de faire invalider par les institutions de commerce internationales. Cependant ces décisions politiques ont en fin de compte un poids minime : la Russie du fait de son immensité et son éloignement politique vit presque en autarcie pour la plupart de ses biens de consommation primaires, et possède des ressources d'exportations suffisamment capitales (le gaz, vous l'aurez compris) pour faire céder l'Europe. Il ne faut donc pas chercher de ce côté-là.

Deuxième raison : le prix du pétrole. La faiblesse du rouble est depuis des années sa dépendance aux marchés pétroliers. Cela l'a avantagé par le passé, mais aujourd'hui la chute des prix du pétrole orchestrée sans doute par l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis a fait plier le rouble.

Troisième raison : encore et toujours les marchés. Les spéculateurs ont eu raison du rouble, et ce sont eux qui ont eu le rôle plus important au sein de cette crise. Face aux difficultés rencontrées par la Russie et la plongée des prix du pétrole Brent au mois de décembre, nombreux sont ceux à l'extérieur et surtout à l'intérieur de la Russie qui ont joué le rouble perdant, l'entraînant vers le bas.

Quel avenir pour la Russie ?

La réaction du gouvernement a été rapide : le relèvement des taux directeurs de la Banque Centrale (de 10,5% à 17%) a permis de limiter les dégâts, même si cela a entraîné une fuite encore plus massive des capitaux. La politique monétaire a d'ailleurs été menée avec un temps de retard, une inefficacité admise par Vladimir Poutine en personne lors d'une conférence de presse construite dans le but de donner des réponses aux difficultés rencontrées par la Russie. Le ton était optimiste, et le président russe a garanti une sortie de crise rapide, « dans les deux années à venir ».

Le ministère des Finances russes a débuté une politique de vente des devises étrangères possédées par le pays dans le but de soutenir le rouble, jugé « extrêmement sous-évalué ». Une politique soutenue par Poutine et qui a effectivement porté ses fruits au cours de la décennie passée, garantissant un taux de croissance fort. Mais difficile de dire si cette stratégie fonctionnera une nouvelle fois, le rouble restant trop dépendant des prix des hydrocarbures.

Cette stratégie sera mise en place à travers un premier plan de recapitalisation des banques très large, à hauteur de 1000 milliards de roubles (13 milliards d'euros). La preuve que la situation est plus inquiétante que ne l'affirme le gouvernement de Poutine, et que des mesures drastiques devront être prises rapidement.

Autre mesure pour contrer l'effet monétaire, la mise en place conjointement par les Banques Centrales russe et chinoise d'un swap de 24 milliards de dollars. La Chine vient donc en aide à la Russie en mettant à la disposition du voisin du nord ses gigantesques réserves monétaires pour effectuer une contre-offensive contre les spéculateurs. Le but de l'opération : faire remonter brusquement le rouble et piéger les spéculateurs jouant le rouble perdant.

Autre stratégie souvent évoquée au cours des dernières journées : l'imposition d'une limitation des mouvements de capitaux. Solution efficace car elle permettra de contrôler les devises étrangères et de ce fait de stabiliser le rouble, mais ce plan est en revanche désastreux sur le plan politique, désavouant la politique monétaire du gouvernement. A utiliser en dernier recours.

La Russie se lance donc sur une politique d'offensives et de contre-offensives qui risque de durer pendant au moins les deux années promises par Poutine. Le rouble traverse très clairement une mauvaise passe mais n'est pas dans le gouffre pour autant. L'alliance entre la Russie et la Chine pourrait s'avérer très vite efficace si les deux pays coopèrent en bonne entente. La monnaie, liée aux prix des hydrocarbures, pourrait connaître un retour de situation si la tendance s'inversait. Certes il est difficile actuellement, même pour les plus grands experts, de prédire les cours du Brent, mais les minimas atteints au cours de ce mois de décembre ne pourront pas perdurer. Si l'hypothèse d'une manipulation des prix par l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis pour affaiblir l'Iran et la Russie s'avère juste, la contrainte imposée ne pourra pas être maintenue éternellement, au risque de pénaliser la monarchie saoudienne elle-même. La stabilisation des prix du pétrole Brent ne pourra que profiter à la Russie.

Car la Russie détient la clef des gazoducs se dirigeant vers l'Europe de l'Ouest. Et la « reconquête du territoire perdu » par Poutine dans les Balkans et en Ukraine ne fait que renforcer la puissance de la Russie. Peu importe le prix des marchés, les foyers français, allemands, suisses... dépendent du bon vouloir de Moscou pour être alimentés en gaz. Les diverses tentatives de l'OTAN pour détourner l'approvisionnement (importation depuis les Balkans, le Qatar...) sont restées peu efficaces.

La Russie reste donc la grande puissance énergétique de l'Europe, ainsi que la plus grande puissance militaire (2^{ème} armée mondiale derrière les Etats-Unis), et la plus grande puissance nucléaire. Elle reste donc encore et toujours un pays à ne jamais sous-estimer. Bien des fois

dans l'Histoire la Russie a été terrassée par un ennemi semblant invincible (Napoléon, Hitler pour ne citer d'eux) et a toujours fait preuve d'une résistance exemplaire.

Ceux qui parlent aujourd'hui de la « fin de l'empire russe » sont donc en pleine erreur, aveuglés par des médias occidentaux prompts à tirer des conclusions favorables à leur propre pays. Certes la Russie est dans une position délicate, mais sa capacité de réaction n'est pas limitée pour autant. En attendant, la population russe reste la première victime de la crise monétaire.